

REITMANS

(CANADA) LIMITÉE

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 28 octobre 2017 et pour le trimestre et les neuf mois clos à cette date et des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 28 janvier 2017, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 30 novembre 2017.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), aussi appelées principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans les tableaux du présent rapport de gestion sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire ou lorsqu'il s'agit d'un montant par action ou d'un prix d'exercice. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 30 novembre 2017.

À moins d'indications contraires, toutes les données comparatives portant sur les résultats et qui sont présentées pour le trimestre clos le 28 octobre 2017 (« troisième trimestre de l'exercice 2018 ») sont comparées aux données du trimestre clos le 29 octobre 2016 (« troisième trimestre de l'exercice 2017 ») et toutes les données comparatives portant sur les résultats et qui sont présentées pour les neuf mois clos le 28 octobre 2017 (« neuf premiers mois de l'exercice 2018 ») sont comparées aux données des neuf mois clos le 29 octobre 2016 (« neuf premiers mois de l'exercice 2017 »).

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmanscanadalimitee.com, ou sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives, qui reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations, les opinions et les hypothèses actuelles de la société, qui reposent sur la perception de la direction à l'égard des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge appropriés dans les circonstances. Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives au sujet des objectifs, des plans, des buts, des aspirations, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation, des flux de trésorerie, du rendement et des perspectives de la société, ainsi que des occasions qui s'offrent à elle et des questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion comprennent notamment des déclarations concernant les résultats et événements futurs prévus de la société, les liquidités futures,

les dépenses d'investissement en immobilisations planifiées, le montant des cotisations versées au régime de retraite, l'état et l'incidence de la mise en œuvre de systèmes, la capacité de la société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et ses initiatives au chapitre de la réduction des coûts et de l'amélioration de la productivité ainsi que l'incidence de telles initiatives. Ces déclarations prospectives spécifiques se retrouvent dans l'ensemble du présent rapport de gestion et comprennent celles qui sont mentionnées aux rubriques intitulées « Gestion des risques d'exploitation » et « Gestion des risques financiers » du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives se reconnaissent généralement à l'emploi de termes comme « prévoir », « s'attendre à », « croire », « pourrait », « estimer », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « s'efforcer » et d'autres expressions semblables et à l'utilisation du futur et du conditionnel en ce qui concerne la société et sa gestion.

De nombreux risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés, sous-entendus ou projetés dans les déclarations prospectives, notamment les suivants :

- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession ou des modifications du taux d'inflation ou de déflation, les taux d'emploi, les taux d'intérêt, les taux de change ou les prix des dérivés;
- une concurrence accrue, qu'elle soit attribuable aux concurrents actuels ou à de nouveaux joueurs sur le marché;
- l'évolution des préférences des consommateurs pour le commerce électronique, la vente au détail en ligne et l'introduction de nouvelles technologies;
- la saisonnalité et les conditions météorologiques;
- l'incapacité de l'infrastructure de technologies de l'information (« TI ») de la société à soutenir les exigences des activités de la société, ou des atteintes à la sécurité interne ou externe, des attaques par déni de service, des virus, des vers et d'autres atteintes à la protection des données ou à la cybersécurité, connues ou inconnues;
- le fait de ne pas tirer d'avantages des investissements de la société dans ses nouveaux systèmes de TI;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les freintes de stocks;
- le fait de ne pas réaliser les résultats attendus, notamment la croissance des produits, les économies prévues ou les gains d'efficacité opérationnelle associés aux grandes initiatives de la société, y compris la restructuration;
- les variations des passifs de la société au titre de l'impôt sur le résultat, de l'impôt sur le capital, de l'impôt foncier ou d'autres impôts et des passifs réglementaires, y compris les modifications des lois et des règles fiscales ou des cotisations futures.

Cette liste de facteurs pouvant influencer sur les déclarations prospectives de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ne connaît pas à l'heure actuelle ou qu'elle ne juge actuellement pas importants pourraient également faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans ses déclarations prospectives. Des risques et incertitudes supplémentaires sont analysés dans les documents que la société dépose à l'occasion auprès des autorités de réglementation canadiennes en valeurs mobilières. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée à toute déclaration prospective ci-incluse. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La société a déterminé plusieurs mesures de rendement clés et mesures financières non conformes aux PCGR qui, de l'avis de la direction, sont utiles pour évaluer le rendement de la société; les lecteurs sont toutefois prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas nécessairement de définition normalisée aux termes des IFRS et, de ce fait, peuvent ne pas être comparables à des expressions semblables utilisées par d'autres sociétés.

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté »), à titre de mesure financière non conforme aux PCGR. Le BAIIA ajusté se définit en tant que bénéfice net avant la charge ou le recouvrement d'impôt sur le résultat, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, la variation nette de la juste valeur des titres négociables, les charges d'intérêts, la dépréciation du goodwill, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes. Le tableau suivant effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net ou la perte nette, et le BAIIA ajusté. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est un important indicateur de la capacité de la société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement en immobilisations, et elle utilise cette mesure à ces fins. L'exclusion des produits de dividendes, des produits et des charges d'intérêts et de la variation nette de la juste valeur des titres négociables élimine l'incidence sur le bénéfice tiré d'activités autres que d'exploitation. L'exclusion de la dépréciation du goodwill, des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur élimine l'incidence hors trésorerie. Le BAIIA ajusté a pour but de fournir des informations additionnelles utiles aux investisseurs et aux analystes. Cette mesure n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Bien que les variations des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur constituent des charges hors trésorerie, les actifs amortis devront fréquemment être remplacés ultérieurement; par conséquent, le BAIIA ajusté ne reflète pas les besoins de trésorerie pour ces remplacements. Le BAIIA ajusté ne devrait être considéré ni à titre de trésorerie discrétionnaire qui peut être investie dans la croissance de l'entreprise ni à titre de mesure de la trésorerie qui sera disponible pour satisfaire aux obligations de la société. D'autres sociétés peuvent calculer le BAIIA ajusté différemment. De temps à autre, la société peut exclure des éléments additionnels si elle croit qu'elle pourra ainsi arriver à une analyse plus efficace du rendement opérationnel sous-jacent. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents. Le BAIIA ajusté ne devrait pas servir de substitut aux mesures de la performance calculées selon les IFRS ni être considéré comme une solution de rechange au bénéfice net, aux entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, d'investissement ou de financement, ou à toute autre donnée contenue dans les états financiers et présentée à titre d'indicateur de la performance financière ou de la capacité de la société à générer des liquidités, qui sont tous des facteurs présentés conformément aux IFRS. Bien que le BAIIA ajusté est souvent utilisé par les analystes en valeurs mobilières, les prêteurs et les autres intervenants pour évaluer les sociétés, cette mesure comporte des limites à titre d'outil d'analyse et ne devrait pas être prise en compte isolément ni servir de substitut dans l'analyse des résultats de la société présentés conformément aux IFRS.

La société considère que les résultats des activités d'exploitation sont une mesure utile de la performance de ses activités de vente au détail. La société a aussi déterminé qu'une autre mesure utile serait celle des résultats des activités d'exploitation avant la dépréciation du goodwill, ce qui exclut l'incidence de la dépréciation du goodwill, qui constitue un élément hors trésorerie. De plus, le bénéfice de base et dilué par action a été présenté en excluant la dépréciation du goodwill, ce qui élimine l'incidence hors trésorerie de la dépréciation du goodwill sur le bénéfice net aux fins du calcul. Ces deux mesures supplémentaires présentent des renseignements jugés utiles et elles ne doivent pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

La société utilise les ventes des magasins comparables comme indicateur de rendement clé (« IRC ») pour évaluer le rendement des magasins (y compris le site de commerce électronique de chaque bannière) et la croissance des ventes. Les ventes des magasins comparables constituent les ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables ne comprennent pas les ventes des comptes clients liés aux ventes en gros. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Même si cet IRC est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La direction utilise les ventes des magasins comparables pour évaluer le rendement des magasins et les ventes en ligne et juge cette mesure utile pour déterminer la part de nouvelles ventes provenant de la croissance des ventes et la part pouvant être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Les ventes des magasins comparables ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

Le tableau qui suit présente le rapprochement de la (perte nette) du bénéfice net au BAIIA ajusté :

	Pour les trimestres clos les		Pour les neuf mois clos les	
	28 octobre 2017	29 octobre 2016	28 octobre 2017	29 octobre 2016
(Perte nette) bénéfice net	(16,8) \$	7,6 \$	(13,7) \$	10,6 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes	10,6	11,2	32,3	32,3
Produits de dividendes	(0,6)	(0,6)	(1,8)	(1,9)
Produits d'intérêts	(0,3)	(0,2)	(0,7)	(0,5)
Dépréciation du goodwill	26,3	—	26,3	—
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	(2,1)	(0,5)	(5,3)	(4,1)
Charges d'intérêts	—	—	—	0,1
Charge d'impôt sur le résultat	1,8	0,9	1,6	0,7
BAIIA AJUSTÉ	18,9 \$	18,4 \$	38,7 \$	37,2 \$
BAIIA AJUSTÉ en % des ventes	7,8 %	7,5 %	5,5 %	5,3 %

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La société a un seul secteur à présenter qui tire ses produits principalement de la vente de vêtements pour dames à ses clients grâce à ses six bannières. La société exploite des magasins partout au Canada, principalement dans les galeries marchandes et les mégacentres commerciaux, tout en exploitant également des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques. De plus, la société mène des activités de gros sous certaines bannières, essentiellement aux États-Unis. À l'heure actuelle, la société exerce ses activités sous les bannières suivantes :



Avec ses magasins d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada. Elle se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité.

Penningtons

Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables pour les tailles mode 14 à 32. Penningtons exploite des magasins dans des mégacentres au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés.

ADDITION ELLE

Addition Elle est une destination mode pour les femmes de taille forte axée sur la mode, la qualité et la coupe, offrant les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Addition Elle exploite des magasins d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays.

RW&CO.

RW & CO. exploite des magasins d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des emplacements de choix dans des centres commerciaux importants. Sa mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain en proposant des vêtements et articles mode pour les hommes et les femmes.



Thyme Maternité est un chef de file de la mode pour futures mamans, proposant des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme exploite des magasins d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale.



D'une superficie moyenne de 3 000 pieds carrés, les magasins Hyba proposent des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X. La marque Hyba est également offerte dans les magasins Reitmans au Canada.

BANNIÈRES

	Nombre de magasins au 28 janvier 2017	Ouvertures au T1	Fermetures au T1	Ouvertures au T2	Fermetures au T2	Ouvertures au T3	Fermetures au T3	Nombre de magasins au 28 octobre 2017	Nombre de magasins au 29 octobre 2016
Reitmans	288	–	(5)	–	(3)	–	(4)	276	302
Penningtons	127	–	(1)	–	(1)	–	(3)	122	127
Addition Elle	96	–	–	–	(1)	1	(3)	93	98
RW & CO.	85	–	(1)	1	–	–	(1)	84	84
Thyme Maternité	62	–	(1)	–	(1)	2	(1)	61	64
Hyba	19	1	(1)	1	(1)	–	(3)	16	19
Total	677	1	(9)	2	(7)	3	(15)	652	694

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité et sa rentabilité dans l'ensemble de ses activités grâce au perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus, qui sont comme suit :

INITIATIVES	SITUATION ACTUELLE
Le magasinage en ligne demeure une priorité. La société s'engage à fournir la meilleure expérience numérique à ses clients, et ce, sur tous ses sites de commerce électronique. D'un point de vue stratégique, la société priorise le numérique, ce qui favorise une croissance rapide et durable dans le contexte numérique et omnicanal du secteur du détail. La société investit beaucoup dans l'optimisation et la modernisation de l'ensemble des processus et plateformes qui s'adressent directement à la clientèle.	La société continue d'améliorer sa principale plateforme de commerce électronique, de mettre au point sa gestion des relations avec la clientèle et son infrastructure d'automatisation du marketing et d'optimiser ses capacités de gestion des données sur les clients. La société a investi tant dans la technologie que dans le personnel afin de consolider ses capacités d'utilisation de l'analyse prévisionnelle et de rehausser l'expérience de la clientèle au chapitre du commerce mobile. En outre, la société a revu ses relations avec son réseau d'agences média afin de maximiser les rendements tirés des médias numériques et elle perfectionne son modèle de distribution et d'expédition pour mieux servir ses clients en multipliant les options de livraison.
La société compte étendre la bannière Hyba sur certains marchés canadiens.	La société a repéré de nouveaux emplacements et profitera de chaque occasion offrant un espace optimal dans des endroits clés. Les magasins existants, soit ceux qui ont été convertis par suite de la fermeture des magasins de la bannière Smart Set, continuent d'être adaptés afin d'améliorer l'efficacité. Les stratégies font actuellement l'objet d'un examen dans le but de renforcer la marque Hyba et d'en tirer profit.
La société continue de prendre de l'expansion à l'étranger, principalement au moyen d'une stratégie visant les ventes de gros et les services numériques aux États-Unis.	La société a investi dans ses activités de vente de gros où elle a concentré ses efforts sur sa gamme de vêtements de grande taille, surtout aux États-Unis. La société a lancé un site Web américain localisé au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018 et elle poursuit les démarches visant à accroître la reconnaissance de la marque sur le marché américain afin de stimuler les ventes en ligne.
La société a investi d'importantes sommes dans ses systèmes de distribution et de logistique afin de satisfaire à la croissance du commerce électronique et d'assurer un meilleur approvisionnement dans les magasins.	La phase initiale du réaménagement du centre de distribution de la société a été achevée et est fonctionnelle. D'autres réaménagements et moyens de réaliser des économies au chapitre de l'exploitation ont été recensés grâce aux investissements de la société dans les technologies et aux efforts qu'elle déploie pour perfectionner les processus et pour fournir des formations afin de profiter pleinement des systèmes de distribution et de logistiques améliorés.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018 EN REGARD DE CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017

	Troisième trimestre de l'exercice 2018	Troisième trimestre de l'exercice 2017	Variation en \$	Variation en %
Ventes	242,4 \$	245,6 \$	(3,2) \$	(1,3) %
Coût des biens vendus	106,5	105,7	0,8	0,8 %
Marge brute	135,9	139,9	(4,0)	(2,9) %
Frais de vente et de distribution et charges administratives	128,6	133,4	(4,8)	(3,6) %
Résultats des activités d'exploitation avant la dépréciation du goodwill	7,3	6,5	0,8	12,3 %
Dépréciation du goodwill	26,3	—	26,3	—
Résultats des activités d'exploitation	(19,0)	6,5	(25,5)	(392,3) %
Produits financiers nets	4,0	2,0	2,0	100,0 %
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat	(15,0)	8,5	(23,5)	(276,5) %
Charge d'impôt sur le résultat	1,8	0,9	0,9	100,0 %
(Perte nette) bénéfice net	(16,8) \$	7,6 \$	(24,4) \$	(321,1) %
BAIIA ajusté	18,9 \$	18,4 \$	0,5 \$	2,7 %
(Perte) bénéfice par action :				
De base	(0,27) \$	0,12 \$	(0,39) \$	(325,0) %
Dilué(e)	(0,27)	0,12	(0,39)	(325,0) %
Bénéfice par action excluant la dépréciation du goodwill :				
De base	0,15 \$	0,12 \$	0,03 \$	25,0 %
Dilué	0,15	0,12	0,03	25,0 %

Ventes

Les ventes se sont établies à 242,4 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2018, soit une baisse de 3,2 millions de dollars, ou 1,3 %, et ce, compte tenu d'une réduction nette de 42 magasins. La société continue la mise en place de son plan visant à s'adapter à la nouvelle réalité du commerce de détail en réduisant le nombre de magasins sur certains marchés tout en intensifiant ses activités liées au commerce électronique. Les ventes des magasins comparables, pour les magasins et le commerce électronique combinés, ont augmenté de 0,8 %, ce qui représente une augmentation des ventes des magasins comparables pour le quatorzième trimestre consécutif. Cette amélioration est attribuable à l'augmentation de 29,7 % des ventes en ligne dans un contexte où la société continue d'enregistrer une vigoureuse croissance des ventes réalisées par l'intermédiaire de ses sites de commerce électronique alors que les ventes des magasins ont reculé de 1,9 %.

Marge brute

En pourcentage des ventes, la marge brute a diminué, passant de 57,0 % au troisième trimestre de l'exercice 2017 à 56,1 % au troisième trimestre de l'exercice 2018. La marge brute du troisième trimestre de l'exercice 2018 reflète une augmentation des activités de promotion, les températures inhabituellement chaudes à l'automne ayant entraîné une baisse de l'achalandage. Ce facteur a été compensé en partie par l'effet favorable du change se chiffrant à environ 2,1 millions de dollars au titre des achats libellés en dollars américains pour le troisième trimestre de l'exercice 2018 et par la priorité continue accordée aux économies de coûts découlant des activités d'approvisionnement mondiales de la société.

Frais de vente et de distribution et charges administratives

Le total des frais de vente et de distribution et des charges administratives pour le troisième trimestre de l'exercice 2018 s'est établi à 128,6 millions de dollars, contre 133,4 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017. La diminution découle essentiellement de la baisse des coûts d'exploitation des magasins attribuable à la réduction du nombre de magasins, de la réduction de la charge au titre du régime incitatif lié au rendement du personnel fondé sur l'atteinte d'objectifs de performance en matière d'exploitation ainsi que de la diminution de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des pertes de valeur nettes.

Dépréciation du goodwill

À la suite d'une évaluation de la rentabilité de la bannière Addition Elle, le test de dépréciation effectué par la société a permis de conclure que la valeur comptable du goodwill dépassait sa valeur recouvrable (voir la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 octobre 2017). En conséquence, la société a comptabilisé une perte de valeur du goodwill de 26,3 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2018.

Produits financiers nets

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 4,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, comparativement à 2,0 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2017. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- une augmentation de 2,1 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, contre une augmentation de 0,5 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017;
- un profit de change de 1,0 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018 en regard d'un profit de 0,7 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains.

Impôt sur le résultat

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, la charge d'impôt sur le résultat a été touchée essentiellement par une perte de valeur non déductible du goodwill de 26,3 millions de dollars, par une augmentation de 2,1 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables à l'égard desquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé et par l'incidence des produits de dividendes exonérés d'impôt relativement au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Perte nette

La perte nette du troisième trimestre de l'exercice 2018 s'est chiffrée à 16,8 millions de dollars (perte par action de base et diluée de 0,27 \$), comparativement à un bénéfice net de 7,6 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,12 \$) pour le troisième trimestre de l'exercice 2017.

Compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du goodwill, le bénéfice net du troisième trimestre de l'exercice 2018 a progressé de 25,0 % pour s'établir à 9,5 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,15 \$), comparativement à un bénéfice net de 7,6 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,12 \$) pour le troisième trimestre de l'exercice 2017.

BAIIA ajusté

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, le BAIIA ajusté s'est établi à 18,9 millions de dollars comparativement à 18,4 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2018 EN REGARD DE CEUX DES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2017

	Neuf premiers mois de l'exercice 2018	Neuf premiers mois de l'exercice 2017	Variation en \$	Variation en %
Ventes	700,6 \$	703,5 \$	(2,9) \$	(0,4) %
Coût des biens vendus	312,8	306,9	5,9	1,9 %
Marge brute	387,8	396,6	(8,8)	(2,2) %
Frais de vente et de distribution et charges administratives	382,0	390,1	(8,1)	(2,1) %
Résultats des activités d'exploitation avant la dépréciation du goodwill	5,8	6,5	(0,7)	(10,8) %
Dépréciation du goodwill	26,3	—	26,3	—
Résultats des activités d'exploitation	(20,5)	6,5	(27,0)	(415,4) %
Produits financiers nets	8,4	4,8	3,6	75,0 %
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat	(12,1)	11,3	(23,4)	(207,1) %
Charge d'impôt sur le résultat	1,6	0,7	0,9	128,6 %
(Perte nette) bénéfice net	(13,7) \$	10,6 \$	(24,3) \$	(229,2) %
BAIIA ajusté	38,7 \$	37,2 \$	1,5 \$	4,0 %
(Perte) bénéfice par action :				
De base	(0,22) \$	0,17 \$	(0,39) \$	(229,4) %
Dilué(e)	(0,22)	0,17	(0,39)	(229,4) %
Bénéfice par action excluant la dépréciation du goodwill :				
De base	0,20 \$	0,17 \$	0,03 \$	17,6 %
Dilué	0,20	0,17	0,03	17,6 %

Ventes

Les ventes se sont établies à 700,6 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, soit une baisse de 2,9 millions de dollars, ou 0,4 %, et ce, compte tenu d'une réduction nette de 42 magasins. La société continue d'exécuter son plan visant à s'adapter à la nouvelle réalité du commerce de détail en réduisant le nombre de magasins sur certains marchés tout en intensifiant ses activités liées au commerce électronique. Les ventes des magasins comparables, pour les magasins et le commerce électronique combinés, ont augmenté de 2,7 %. Cette amélioration est attribuable à l'augmentation de 40,4 % des ventes en ligne dans un contexte où la société continue d'enregistrer une vigoureuse croissance des ventes réalisées par l'intermédiaire de ses sites de commerce électronique alors que les ventes des magasins ont reculé de 0,5 %.

Marge brute

En pourcentage des ventes, la marge brute a diminué, passant de 56,4 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 à 55,4 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, en raison essentiellement de l'effet défavorable du change se chiffrant à environ 9,2 millions de dollars au titre des achats libellés en dollars américains. La société continue de réaliser des économies de coûts

grâce à ses activités d'approvisionnement mondiales, ce qui atténue l'incidence défavorable du change.

Frais de vente et de distribution et charges administratives

Le total des frais de vente et de distribution et des charges administratives pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018 s'est établi à 382,0 millions de dollars, contre 390,1 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des coûts d'exploitation des magasins attribuable à la réduction du nombre de magasins et par la réduction de la charge au titre du régime incitatif lié au rendement du personnel fondé sur l'atteinte d'objectifs de performance en matière d'exploitation.

Dépréciation du goodwill

À la suite d'une évaluation de la rentabilité de la bannière Addition Elle, le test de dépréciation effectué par la société a permis de conclure que la valeur comptable du goodwill dépassait sa valeur recouvrable (voir la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 octobre 2017). En conséquence, la société a comptabilisé une perte de valeur du goodwill de 26,3 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018.

Produits financiers nets

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 8,4 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, comparativement à 4,8 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- un profit de change de 0,6 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, comparativement à une perte de 1,5 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains;
- une augmentation de 5,3 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, contre une augmentation de 4,1 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017.

Impôt sur le résultat

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, la charge d'impôt sur le résultat a été touchée essentiellement par une perte de valeur non déductible du goodwill de 26,3 millions de dollars, par une augmentation de 5,3 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables à l'égard desquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé et par l'incidence des produits de dividendes exonérés d'impôt relativement au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Perte nette

La perte nette pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018 s'est chiffrée à 13,7 millions de dollars (perte par action de base et diluée de 0,22 \$), comparativement à un bénéfice net de 10,6 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,17 \$) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017.

Compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du goodwill, le bénéfice net des neuf premiers mois de l'exercice 2018 a progressé de 18,9 % pour s'établir à 12,6 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,20 \$), comparativement à un bénéfice net de 10,6 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,17 \$) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017.

BAIIA ajusté

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, le BAIIA ajusté s'est établi à 38,7 millions de dollars comparativement à 37,2 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017.

CONTRATS DE CHANGE

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre 12 mois. La société conclut des contrats de change à terme afin de couvrir une partie importante de son exposition aux fluctuations de la valeur du dollar américain, et ce, généralement jusqu'à 12 mois à l'avance. La société a pour principe de couvrir au moins 80 % des achats de marchandises libellés en dollars américains prévus pour un exercice donné au moyen de contrats de change à terme, toute exigence supplémentaire étant remplie au moyen d'achats au comptant en dollars américains.

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 28 octobre 2017 :

	Prix d'exercice moyen	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Contrats de change à terme	1,303 \$	199,5 \$	1,6 \$	(5,5) \$	(3,9) \$

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 29 octobre 2016 :

	Prix d'exercice moyen	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Contrats de change à terme	1,340 \$	166,5 \$	3,3 \$	(3,7) \$	(0,4) \$

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 28 janvier 2017 :

	Prix d'exercice moyen	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Contrats de change à terme	1,319 \$	197,0 \$	1,4 \$	(3,2) \$	(1,8) \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

En raison de la saisonnalité et de la période des Fêtes, les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation d'un exercice complet. Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Toute référence à « 2018 » correspond à l'exercice clos le 3 février 2018, toute référence à « 2017 » correspond à l'exercice clos le 28 janvier 2017 et toute référence à « 2016 » correspond à l'exercice clos le 30 janvier 2016.

	Troisième trimestre		Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre	
	2018 ¹	2017	2018	2017	2017	2016	2017	2016 ²
Ventes	242,4 \$	245,6 \$	251,1 \$	254,4 \$	207,1 \$	203,5 \$	248,4 \$	242,2 \$
(Perte nette) bénéfice net	(16,8)	7,6	9,7	9,0	(6,6)	(6,0)	0,3	(16,5)
(Perte) bénéfice par action								
De base	(0,27) \$	0,12 \$	0,15 \$	0,14 \$	(0,10) \$	(0,09) \$	0,00 \$	(0,26) \$
Dilué(e)	(0,27)	0,12	0,15	0,14	(0,10)	(0,09)	0,00	(0,26)
Bénéfice net (perte nette) avant la dépréciation du goodwill	9,5 \$	7,6 \$	9,7 \$	9,0 \$	(6,6) \$	(6,0) \$	0,3 \$	(12,3) \$
Bénéfice (perte) par action excluant la dépréciation du goodwill								
De base	0,15 \$	0,12 \$	0,15 \$	0,14 \$	(0,10) \$	(0,09) \$	0,00 \$	(0,19) \$
Dilué(e)	0,15	0,12	0,15	0,14	(0,10)	(0,09)	0,00	(0,19)

¹ Compte tenu de l'incidence d'une dépréciation du goodwill de 26,3 millions de dollars liée à la bannière Addition Elle.

² Compte tenu de l'incidence d'une dépréciation du goodwill de 4,2 millions de dollars liée à la bannière Thyme Maternité.

Outre d'autres facteurs, les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent l'incidence sur le bénéfice net et le bénéfice par action des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que de la variation de la juste valeur des titres négociables.

BILAN

Le tableau suivant présente certains postes choisis du bilan de la société au 28 octobre 2017 et au 28 janvier 2017 :

	28 octobre 2017	28 janvier 2017	Variation (en \$)	Variation (en %)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	119,1 \$	120,3 \$	(1,2) \$	(1,0) %
Titres négociables	60,0	54,8	5,2	9,5 %
Clients et autres débiteurs	7,0	4,3	2,7	62,8 %
Impôt sur le résultat recouvrable	1,3	3,5	(2,2)	(62,9) %
Stocks	146,7	146,1	0,6	0,4 %
Immobilisations corporelles et incorporelles	132,5	147,2	(14,7)	(10,0) %
Goodwill	11,9	38,2	(26,3)	(68,8) %
Impôt sur le résultat différé	26,3	25,9	0,4	1,5 %
Fournisseurs et autres créditeurs (courants et non courants)	119,8	121,4	(1,6)	(1,3) %
Passif financier dérivé net	3,9	1,8	2,1	116,7 %
Produits différés	13,9	21,5	(7,6)	(35,3) %

Les variations de certains postes au 28 octobre 2017 en comparaison au 28 janvier 2017 s'expliquent essentiellement par ce qui suit :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué en raison surtout des investissements dans les immobilisations corporelles et des versements de dividendes, facteurs qui ont été contrebalancés principalement par les fonds provenant des activités d'exploitation pour les neuf premiers mois de 2018.
- Les titres négociables ont augmenté en raison de la variation nette de leur juste valeur pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018.

- Les clients et autres débiteurs se composent principalement des ventes par carte de crédit enregistrées au cours des derniers jours du trimestre, des créances au titre des comptes clients liés aux ventes en gros et des incitatifs fiscaux du gouvernement. La hausse des ventes s'est traduite principalement par une augmentation des créances sur cartes de crédit en raison de la date de clôture du trimestre, par une augmentation des créances au titre des comptes clients liés aux ventes en gros découlant de la croissance des ventes en gros, et par des débiteurs liés au programme d'incitatifs fiscaux courants du gouvernement.
- L'impôt sur le résultat recouvrable comprend des remboursements d'impôt liés à des exercices antérieurs, déduction faite des passifs d'impôt liés à l'exercice à l'étude.
- Les stocks comprennent l'augmentation normale des stocks en prévision des ventes de la période des Fêtes, tandis que les stocks de janvier se composent en grande partie de la marchandise de printemps reçue d'avance. La réduction du nombre de magasins a entraîné une diminution des stocks qui a été compensée par l'augmentation du volume de marchandise requis pour soutenir la croissance importante des ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique.
- La baisse des immobilisations corporelles et incorporelles rend compte de la réduction du nombre de magasins et de l'attention portée sur la gestion des dépenses d'investissement.
- La réduction du goodwill est attribuable à la comptabilisation d'une perte de valeur du goodwill liée à la bannière Addition Elle.
- L'impôt sur le résultat différé est plus élevé et est surtout attribuable aux différences temporaires découlant des contrats de change à terme.
- Les fournisseurs et autres créditeurs ont diminué légèrement en partie du fait d'une réduction du passif au titre du régime incitatif lié au rendement du personnel, partiellement contrebalancée par l'augmentation de la provision pour retours sur ventes estimés. Les fournisseurs et autres créditeurs de la société se composent dans une large mesure de dettes fournisseurs, de créditeurs au titre des avantages du personnel, de créditeurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.
- La variation des positions dérivées nettes est attribuable à l'incidence d'ajustements à la valeur de marché des contrats de change à terme.
- Les produits différés ont diminué, en raison du calendrier d'encaissement des cartes-cadeaux et des programmes de fidélisation. Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION ET DES RISQUES FINANCIERS

Les stratégies de gestion des risques d'exploitation et des risques financiers sont décrites en détail dans le rapport de gestion annuel et dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Aucune modification importante des risques d'exploitation et des risques financiers de la société n'a été constatée au cours des neuf mois clos le 28 octobre 2017.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Les fonds qu'utilise la société servent essentiellement à répondre aux exigences du fonds de roulement, aux dépenses d'investissement et au paiement de dividendes. Au 28 octobre 2017, les capitaux propres s'élevaient à 349,3 millions de dollars, ou 5,52 \$ par action (376,6 millions de dollars, ou 5,95 \$ par action au 29 octobre 2016; 373,5 millions de dollars, ou 5,90 \$ par action au 28 janvier 2017). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 179,1 millions de dollars au 28 octobre 2017 (151,1 millions de dollars au 29 octobre 2016; 175,1 millions de dollars au 28 janvier 2017). La trésorerie est détenue dans des comptes portant intérêt et, lorsqu'il est réputé approprié dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme.

La société dispose de lignes de crédit d'exploitation non garanties disponibles contractées auprès de banques à charte canadiennes d'un montant de 75,0 millions de dollars, ou son équivalent en dollars américains. Au 28 octobre 2017, une tranche de 4,1 millions de dollars (10,4 millions de dollars au 29 octobre 2016; 9,7 millions de dollars au 28 janvier 2017) de ces lignes de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires.

La société souscrit de l'assurance auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 0,5 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018. En date du 6 novembre 2017, la société avait remboursé en totalité sa dette à long terme. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,05 \$ par action pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, pour un total de 3,2 millions de dollars, ce qui cadre avec les chiffres du troisième trimestre de l'exercice 2017. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie d'exploitation, du niveau de dépenses d'investissement en immobilisations prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie d'exploitation en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018, la société a investi 6,8 millions de dollars en trésorerie au titre des dépenses d'investissement, principalement dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés. La société s'attend à investir près de 31,0 millions de dollars au titre des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2018. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements dans des titres négociables, les flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et les montants qu'elle peut prélever sur des lignes de crédit lui permettent de financer son programme de dépenses d'investissement ainsi que ses besoins courants liés à ses activités au cours des 12 prochains mois, y compris le fonds de roulement et les obligations financières.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 30 novembre 2017, 13 440 000 actions ordinaires et 49 890 266 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 2 690 550 et leur prix d'exercice moyen était de 7,95 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Au cours des neuf mois clos le 28 octobre 2017, la société n'a racheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2016. Pour plus de précisions sur l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 28 janvier 2017.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Instruments financiers dérivés

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à douze mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats de change à terme utilisés comme couvertures assortis généralement d'échéances d'au plus douze mois.

Les contrats de change en cours au 28 octobre 2017, au 29 octobre 2016 et au 28 janvier 2017 figurent à la rubrique intitulée « Contrats de change » du présent rapport de gestion.

Un contrat de change à terme est un accord contractuel visant l'achat ou la vente ultérieur d'une devise à un prix et à une date déterminés. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un certain niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des clients et autres débiteurs et des contrats de change. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats de change, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES, JUGEMENTS ET HYPOTHÈSES

Principales sources d'incertitude liée aux estimations

Aucune modification importante des principales sources d'incertitude liée aux estimations ou des jugements posés lors de l'application des méthodes comptables présentées dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017 (disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) n'a été constatée.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2018

À l'exception de ce qui est décrit plus bas, les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 7)

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableaux des flux de trésorerie*, qui exigent la présentation d'informations précises concernant les changements dans certains passifs du tableau des flux de trésorerie. Ces changements s'appliquent pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2017. Ces modifications n'ont pas nécessité de changement important de la présentation et des informations à fournir dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société. La société fournira de l'information additionnelle relativement aux changements dans les passifs issus des activités de financement dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2018.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore aux neuf mois clos le 28 octobre 2017, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

- IFRS 16, *Contrats de location*
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*
- IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*

De plus amples informations sur ces modifications sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 28 octobre 2017.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir un système de contrôles et de procédures de communication de l'information de manière à fournir l'assurance raisonnable que toute l'information importante liée à la société et à ses filiales est recueillie et communiquée en temps opportun à la haute direction de manière à ce que des décisions éclairées puissent être prises en temps opportun en ce qui concerne son obligation d'informer le public.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui sont adéquats de façon à fournir l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des rapports financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôles, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. Les projections quant à l'application de l'évaluation de l'efficacité à des périodes ultérieures présentent le risque que le contrôle puisse devenir inadéquat du fait de l'évolution possible des conditions existantes ou de la détérioration du degré de conformité aux politiques et procédures. De plus, la direction doit faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et procédures.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours des neuf mois clos le 28 octobre 2017, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

La société doit continuer de faire face à la situation changeante du commerce de détail, lequel a été grandement touché par les nouvelles pratiques d'achat des consommateurs qui se tournent vers les achats en ligne, elle doit également faire face à l'incidence de l'appréciation du dollar américain dans le cadre d'achats libellés en dollars américains et à la concurrence accrue en raison de l'arrivée de joueurs étrangers sur le marché canadien. La société a pris une série de mesures pour relever ces défis, elle a notamment investi des sommes considérables dans les personnes de talent et la technologie liées au commerce électronique. Ces investissements contribuent à la croissance exceptionnelle des ventes en ligne. Les améliorations apportées à la capacité d'approvisionnement de la société, grâce à une meilleure collaboration avec les fournisseurs axée sur la qualité, les prix et les modalités de paiement, continuent de permettre à la société de réaliser des économies de coûts. Le perfectionnement de l'élaboration de produits, la valorisation de la marque et les partenariats avec des porte-parole connus permettent aux bannières de continuer d'améliorer l'expérience en magasin tout en restant centrées sur la rentabilité des magasins. Les activités de vente de gros de la société en sont à leurs débuts, mais des occasions intéressantes se sont manifestées sur le marché américain, un vaste éventail de détaillants ayant montré de l'intérêt pour les vêtements offerts.

La société a réalisé des investissements importants dans la technologie et elle prévoit investir encore davantage dans ses capacités liées aux magasins, au commerce électronique et à l'approvisionnement. L'évolution du secteur du détail et de nos clients se fait à une cadence accélérée et, en conséquence, la société reconnaît qu'elle doit faire des gains importants en matière de souplesse et d'efficacité. Son aptitude à s'adapter rapidement à ces nouvelles demandes et à continuer de se réinventer sera au cœur de sa croissance à long terme et de son succès futur.

Des changements ont été apportés à l'équipe de direction et la société est optimiste quant à la force de l'équipe en place afin de stimuler la croissance et de mener à bien sa stratégie. La société continue de croire qu'elle possède des marques chefs de file avec un excellent potentiel numérique, elle bénéficie de la collaboration de vedettes hautement reconnues et elle est dotée de stratégies qui ont le potentiel de générer une croissance rentable à long terme pour la société.